



*Transition linguistique en Algérie :
L'université entre héritage francophone et ouverture anglophone*

The University Between Francophone Heritage and Anglophone Opening

التحول اللغوي في الجزائر: الجامعة بين الإرث الفرنكفوني والانفتاح على اللغة الإنجليزية

Aifour Mohamed Chérif¹

cherifaifour@yahoo.fr

Reçu : 21/09/2025

Publié : 15/12/2025

تاريخ النشر: 2025/12/15

تاريخ الاستلام: 2025/09/21

Résumé :

Cet article examine le virage linguistique que connaît l'Algérie, marqué par la montée de l'anglais dans l'enseignement supérieur et la redéfinition du rôle du français. À partir d'une enquête menée auprès d'enseignants et de décideurs, il met en évidence un fort engouement pour l'anglais, perçu comme langue de modernité et d'intégration internationale, mais aussi des inquiétudes quant à la préparation pédagogique et à la préservation du patrimoine francophone. L'étude souligne la nécessité d'une approche progressive et plurilingue, valorisant à la fois l'anglais, le français, l'arabe et le tamazight pour assurer une transition équilibrée.

Mots clés : politique linguistique ; plurilinguisme ; enseignement supérieur ; représentations sociales

Abstract:

This article explores Algeria's linguistic shift, marked by the growing role of English in higher education and the redefinition of French. Based on a study with teachers and policymakers, it highlights strong enthusiasm for English, seen as a language of modernity and global integration, alongside concerns about pedagogical readiness and the preservation of francophone heritage. The study stresses the need for a gradual and multilingual approach, giving value to English, French, Arabic, and Tamazight to ensure a balanced transition.

Keywords: language policy; multilingualism; higher education; social representations

1) Université Larbi Ben M'hidi. Oum El Bouaghi (Algérie)



Introduction

L'Algérie se caractérise par un paysage sociolinguistique complexe, façonné par une pluralité de langues qui reflète son histoire, ses dynamiques sociales et ses choix politiques. Aux côtés de l'arabe, langue officielle depuis l'indépendance en 1962, et du tamazight, reconnu langue nationale et officielle en 2016, le français a longtemps occupé une place privilégiée dans les domaines de l'enseignement supérieur, des sciences et de la communication administrative. Bien qu'il n'ait jamais bénéficié d'un statut officiel, il s'est imposé comme une langue de savoir et de prestige, héritée de la période coloniale et consolidée par des décennies d'usage académique (Sebaa, 2002 ; Marchadour & Blanchet, 2022).

Cependant, depuis le début des années 2020, l'Algérie connaît une inflexion notable de sa politique linguistique, traduite par la promotion accrue de l'anglais. L'introduction de cette langue dès l'école primaire à partir de 2022, suivie par l'annonce en 2023 de son adoption progressive comme langue d'enseignement dans les universités, marque un tournant symbolique et stratégique. Pour les autorités, il s'agit d'aligner l'université algérienne sur les standards internationaux et de renforcer sa visibilité dans les classements mondiaux (Carnegie Endowment, 2023). Le président Abdelmadjid Tebboune déclarait ainsi que « l'anglais est la langue internationale », légitimant sa diffusion précoce dans le système éducatif. Cette orientation s'inscrit également dans un contexte politique marqué par un certain éloignement vis-à-vis de la France et une volonté de réaffirmer l'indépendance linguistique et culturelle du pays.

Ces évolutions soulèvent des interrogations majeures. Quelles sont les répercussions de la montée de l'anglais sur la position du français dans l'enseignement supérieur algérien ? Comment enseignants et décideurs perçoivent-ils ce changement ? L'anglais est-il envisagé comme un outil de progrès et d'ouverture ou comme une menace pour l'héritage francophone ? Enfin, quelles représentations sociales accompagnent cette reconfiguration, dans un contexte où chaque langue porte une forte charge symbolique et identitaire ?

Afin d'apporter des éléments de réponse à ces questions, nous proposons une analyse articulant un cadre théorique et une enquête empirique. Le cadre théorique mobilise les notions de politiques linguistiques (Calvet, 2002 ; Taleb Ibrahim, 2015), de prestige des langues (Bourdieu, 1982 ; Van Parijs, 2011) et de représentations sociales (Moscovici, 1961 ; Jodelet, 1989). Il permet de situer la transition actuelle dans une perspective historique et sociologique plus large. Sur le plan empirique, notre étude s'appuie sur une approche mixte combinant questionnaires et entretiens auprès d'enseignants et de décideurs universitaires. Cette double méthodologie vise à saisir à la fois les tendances générales et les expériences subjectives, offrant ainsi une compréhension nuancée des perceptions en jeu.

Notre hypothèse de départ est que la transition vers l'anglais, bien qu'accueillie favorablement par une majorité d'acteurs en raison de son prestige international et de son utilité scientifique, engendre également des tensions. Celles-ci se manifestent par des inquiétudes liées à la préparation pédagogique des enseignants, par la crainte d'une marginalisation du français, mais aussi par des résistances identitaires ancrées dans l'histoire linguistique du pays. La situation actuelle ne se réduit donc pas à une simple substitution de langues : elle traduit un réaménagement complexe des hiérarchies linguistiques et des représentations sociales.

L'objectif de cet article est triple : examiner les politiques linguistiques récentes qui favorisent l'anglais, évaluer l'impact de ces politiques sur la place du français dans le système universitaire, et analyser les perceptions et représentations sociales des acteurs de l'enseignement supérieur face à ce changement.

L'organisation de l'article suit une logique progressive. Nous commencerons par présenter le cadre théorique, en mettant en évidence les notions centrales de notre problématique. Nous exposerons ensuite la méthodologie adoptée et les outils de collecte des données. Puis, nous analyserons les résultats obtenus avant d'en discuter les implications sur les plans linguistique, identitaire et pédagogique. Enfin, la conclusion reviendra sur les

apports essentiels de l'étude et proposera des recommandations pour une gestion équilibrée et durable du plurilinguisme en Algérie.

1. Politiques linguistiques, prestige et représentations sociales

1.1 Politiques linguistiques et planification

La politique linguistique correspond à l'ensemble des mesures visant à organiser l'usage des langues dans une société. Comme le souligne Calvet, « la politique linguistique est l'intervention consciente d'une autorité sur les pratiques langagières » (2002, p. 14). En Algérie, cette intervention s'est traduite après 1962 par une politique d'arabisation présentée comme un outil d'unification nationale. Taleb Ibrahim rappelle que « l'arabisation, dans sa conception initiale, était avant tout une entreprise de légitimation identitaire » (2015, p. 22).

Cependant, malgré les efforts institutionnels, le français a résisté à cette marginalisation. Marchadour et Blanchet constatent que « le français reste un vecteur de savoir et de communication académique dans les universités algériennes » (2022, p. 310). Aujourd'hui, un nouveau tournant est amorcé avec la promotion de l'anglais. Tihal note à ce sujet que « l'introduction de l'anglais dès le primaire illustre une volonté de repositionner l'Algérie dans un espace éducatif globalisé » (2025, p. 7).

1.2 Prestige linguistique et hiérarchies des langues

Le prestige linguistique renvoie à la valeur symbolique attachée à une langue. Selon Bourdieu, « la maîtrise d'une langue légitime constitue un capital symbolique et social » (1982, p. 67). En Algérie, ce rôle a longtemps été assuré par le français, associé à la réussite scolaire et à l'ascension sociale (Sebaa, 2002).

Or, les hiérarchies linguistiques évoluent. Van Parijs constate que « l'anglais est devenu l'unique langue d'accès à la majorité des savoirs contemporains » (2011, p. 40). Cette domination confère à l'anglais un prestige global qui reconfigure les rapports de force linguistiques. Touahmia et Bakar (2024) montrent d'ailleurs que de nombreux enseignants algériens « perçoivent la maîtrise de l'anglais comme une condition incontournable de leur carrière universitaire » (p. 12).

Face à cette montée, le français connaît un recul relatif. Benhamlaoui et Benzadri observent que « si les enseignants restent attachés au français, les étudiants affichent une préférence croissante pour l'anglais, associé à l'avenir et à l'innovation » (2024, p. 5). On retrouve ici le processus que Calvet décrit comme « glottophagie », où une langue « en supplantant une autre peut l'absorber progressivement » (2002, p. 45).

1.3. Représentations sociales des langues

Les représentations sociales jouent un rôle central dans la perception des langues. Moscovici définit celles-ci comme « un système de valeurs, de notions et de pratiques qui établit un ordre et oriente les comportements » (1961, p. 17). Jodelet complète en affirmant qu'une représentation sociale est « une forme de connaissance socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique » (1989, p. 36).

En Algérie, le français suscite des jugements ambivalents. Taleb écrit qu'il est « à la fois un outil de transmission des savoirs et un héritage encombrant du passé colonial » (2019, p. 83). L'anglais, au contraire, bénéficie d'une image largement positive. Djebaili souligne que « les étudiants perçoivent l'anglais comme la langue du futur, indispensable pour accéder aux opportunités professionnelles » (2023, p. 1243).

Cependant, cette vision n'est pas unanime. Ghouali observe que « l'anglicisation de l'enseignement supérieur algérien suscite à la fois des espoirs d'ouverture et des inquiétudes sur la qualité de la formation » (2024, p.

6). Certains universitaires vont jusqu'à parler d'un « déclassé civilisationnel » du français, révélant la charge identitaire et symbolique attachée à cette langue (Sid Lakhdar, 2023, cité dans Tihal, 2025, p. 9). D'autres, plus nuancés, insistent sur les bénéfices d'une cohabitation plurilingue. Comme le résume Gajo, « loin de représenter un frein, le plurilinguisme constitue une compétence stratégique dans un monde académique globalisé » (2013, p. 55).

1.4. Vers une synthèse théorique

Ce cadre théorique met en évidence trois dimensions complémentaires. Premièrement, la politique linguistique algérienne traduit des choix idéologiques où chaque langue joue un rôle symbolique. Deuxièmement, les hiérarchies de prestige évoluent : le français, autrefois dominant, cède du terrain à l'anglais perçu comme indispensable à la compétitivité scientifique. Enfin, les représentations sociales révèlent un imaginaire contrasté : enthousiasme pour l'anglais comme langue de modernité, mais attachement persistant au français comme patrimoine académique.

2.Méthodologie

Pour analyser les perceptions liées à la transition vers l'anglais dans l'enseignement supérieur algérien, nous avons adopté une démarche mixte, articulant une enquête quantitative et une enquête qualitative. Ce choix méthodologique avait pour objectif de saisir à la fois les tendances générales d'opinion et les expériences individuelles plus nuancées.

La population ciblée était composée de deux catégories d'acteurs. D'une part, les enseignants universitaires, comprenant des maîtres-assistants, des maîtres de conférences et des professeurs issus de disciplines variées comme les sciences exactes, la médecine, les lettres et les sciences humaines. D'autre part, les décideurs académiques, notamment des chefs de département, des doyens, des recteurs et des responsables institutionnels impliqués dans la gestion de l'enseignement supérieur. Le choix de ces deux groupes permettait de confronter la vision de ceux qui appliquent la politique linguistique au quotidien et celle de ceux qui la conçoivent et l'encouragent au niveau institutionnel. L'échantillonnage, raisonné, intégrait des établissements du nord (Alger, Oran, Constantine) et du sud (Ouargla, Tamanrasset), afin de refléter la diversité géographique et institutionnelle du pays.

Au total, 112 réponses exploitables ont été recueillies par questionnaire, dont 90 provenant d'enseignants et 22 de décideurs. En complément, quinze entretiens approfondis ont été menés : dix avec des enseignants et cinq avec des responsables universitaires. Le questionnaire, diffusé en ligne et en version papier, comportait une trentaine de questions organisées en quatre volets : le profil des répondants, les attitudes vis-à-vis de l'anglais, les attitudes vis-à-vis du français et enfin les représentations et projections liées à l'évolution linguistique. Les questions fermées utilisaient principalement des échelles de Likert à cinq niveaux pour mesurer le degré d'accord ou de désaccord, tandis que des questions semi-ouvertes invitaient les participants à justifier ou préciser leurs réponses.

Les entretiens semi-directifs ont permis d'approfondir certains aspects que le questionnaire ne pouvait explorer en détail, notamment les changements concrets observés dans les pratiques pédagogiques, les difficultés rencontrées dans l'introduction de l'anglais, les attentes et les inquiétudes des enseignants et des responsables, ainsi que leurs projections sur la place future du français et de l'anglais dans l'université algérienne. D'une durée moyenne d'une heure, ces entretiens ont été réalisés en français, parfois avec des alternances en arabe dialectal selon le confort des participants, puis transcrits intégralement après enregistrement avec leur consentement.

L'analyse des données a suivi une double approche. Les résultats du questionnaire ont été traités par une analyse descriptive permettant de dégager des tendances générales, sans viser une représentativité statistique

absolue. Les données qualitatives issues des entretiens et des réponses ouvertes ont été soumises à une analyse thématique manuelle. Les propos ont été regroupés en catégories récurrentes, comme la perception de l'anglais comme langue de l'avenir, le sentiment d'un manque de préparation, la crainte du recul du français ou encore l'idée d'un bilinguisme comme compromis. Pour assurer la fiabilité de l'interprétation, une relecture croisée a été effectuée par un second lecteur qui a vérifié la cohérence du codage et contribué à réduire les biais éventuels.

Comme toute recherche exploratoire, cette démarche comporte des limites. L'échantillon n'est pas représentatif de l'ensemble de la communauté universitaire et il est possible que les personnes intéressées par le débat linguistique soient surreprésentées. De plus, les déclarations recueillies peuvent parfois refléter le désir de se conformer au discours dominant valorisant l'anglais. Néanmoins, la diversité des profils interrogés et la complémentarité des méthodes utilisées renforcent la validité des résultats obtenus

3. Résultats et analyse

3.1 Caractéristiques générales de l'échantillon

L'enquête a permis de recueillir 112 réponses valides, dont 90 émanent d'enseignants universitaires et 22 de décideurs académiques (chefs de département, doyens ou responsables institutionnels). La population interrogée se compose de 58 % d'hommes et 42 % de femmes, avec une ancienneté moyenne de 12 ans dans l'enseignement supérieur. Les disciplines représentées sont variées : 67 % des répondants appartiennent aux filières scientifiques et techniques (médecine, biologie, ingénierie, mathématiques, informatique), tandis que 33 % proviennent des sciences humaines et sociales (lettres, droit, histoire, sociologie).

Cette diversité reflète la structuration du paysage universitaire algérien et permet de comparer les perceptions entre disciplines traditionnellement francophones et filières tournées vers l'internationalisation. Les décideurs constituent un groupe réduit, mais leur avis revêt un poids particulier car ils participent à la définition des orientations linguistiques.

3.2 Attitudes vis-à-vis de l'anglais

À la question « L'introduction de l'anglais comme langue d'enseignement universitaire est-elle nécessaire ? », 72 % des répondants se déclarent favorables, 18 % expriment des réserves et 10 % s'y opposent clairement. La différence entre enseignants et décideurs est notable : si 65 % des enseignants se disent favorables, cette proportion grimpe à 86 % chez les décideurs. Cela montre que l'adhésion est plus marquée au niveau institutionnel qu'au niveau des pratiques pédagogiques.

Tableau 1. Attitudes vis-à-vis de l'anglais

Réponses	Enseignants (%)	Décideurs (%)	Total (%)
Favorables	65	86	72
Réservés	25	9	18
Opposés	10	5	10

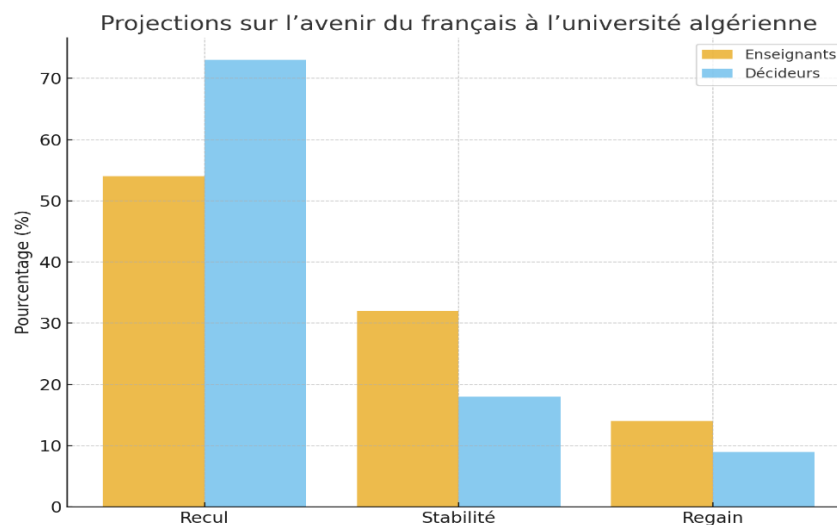
Dans les entretiens, plusieurs enseignants expriment une adhésion de principe mais nuancée par un sentiment d'insécurité linguistique. Beaucoup affirment qu'ils maîtrisent l'anglais écrit, notamment pour la lecture d'articles scientifiques, mais redoutent de ne pas être capables de dispenser des cours entiers en anglais. Comme le confie un professeur de biologie : « *Je soutiens l'introduction de l'anglais, mais dans la pratique je crains de simplifier mes explications par manque de fluidité orale* ».

Du côté des étudiants, perçus à travers les propos des enseignants, l'anglais bénéficie d'une image très positive. Les répondants soulignent que les jeunes générations sont déjà exposées à cette langue via les réseaux sociaux, les séries et la culture numérique. Plusieurs enseignants considèrent donc que l'université ne fait qu'accompagner une tendance déjà en cours dans la société.

3.3 Le rôle du français : attachement et inquiétudes

Concernant le français, les perceptions sont plus contrastées. À la question « Pensez-vous que le rôle du français dans l'université va reculer dans les prochaines années ? », 54 % des enseignants répondent par l'affirmative, 32 % estiment qu'il restera stable et seulement 14 % envisagent un regain. Chez les décideurs, le pessimisme est encore plus prononcé : 73 % anticipent un recul, 18 % une stabilité et 9 % un regain.

Graphique 1. Projections sur l'avenir du français



Dans les entretiens, l'attachement au français est néanmoins manifeste, en particulier dans les disciplines médicales et littéraires. Un professeur de médecine explique : « *On ne peut pas passer du jour au lendemain à l'anglais, toute notre terminologie et nos manuels de référence sont en français* ». De nombreux enseignants soulignent que leurs cours, leurs bibliothèques et même leurs habitudes intellectuelles demeurent francophones, ce qui rend difficile une rupture immédiate.

Cependant, un autre courant, souvent représenté par de jeunes enseignants des filières techniques, considère que le français n'offre plus de véritable avantage comparatif. Pour eux, il s'agit d'une langue héritée du passé colonial, utile dans certains contextes mais dépassée sur le plan scientifique international. L'un d'eux résume ainsi sa position : « *Nous devons préparer nos étudiants à l'anglais, pas à un français qui n'est plus la langue de la recherche mondiale* ».

Cette polarisation traduit une tension identitaire. Le français demeure une langue de culture et de mémoire, mais son avenir est de plus en plus questionné dans les discours institutionnels et pédagogiques.

3.4 Scénarios de complémentarité et de transition

Interrogés sur le modèle linguistique idéal pour l'université algérienne, 61 % des répondants plaident pour une solution plurilingue combinant anglais, français et arabe. 27 % préfèrent un basculement rapide vers l'anglais seul, tandis que 12 % défendent le maintien du français comme langue principale d'enseignement. Ces chiffres traduisent une préférence majoritaire pour une transition progressive et équilibrée. Dans les entretiens, de nombreux participants proposent une répartition fonctionnelle des langues : l'anglais pour les

sciences exactes et les disciplines techniques, le français pour les sciences humaines et médicales, et l'arabe comme langue identitaire et institutionnelle. Cette vision pragmatique rejoint l'idée d'un bilinguisme de transition, destiné à éviter les ruptures pédagogiques trop brutales.

3.5 Analyse globale

L'ensemble des résultats montre que l'anglais est largement perçu comme la langue de l'avenir, incontournable pour l'intégration académique et scientifique de l'Algérie dans le monde. Toutefois, cette perception positive s'accompagne de craintes concrètes liées à la mise en œuvre : manque de formation des enseignants, absence de ressources pédagogiques adaptées et risque de désorientation pour les étudiants les moins favorisés.

Le français, quant à lui, conserve une forte valeur symbolique et une utilité pratique dans de nombreuses disciplines. Mais il apparaît en position fragile face au prestige croissant de l'anglais. La majorité des acteurs universitaires n'envisagent pas une disparition du français, mais plutôt une réorganisation des hiérarchies linguistiques où l'anglais dominerait le champ scientifique, tandis que le français serait repositionné comme langue patrimoniale et complémentaire.

Enfin, les résultats confirment l'existence d'une tension entre discours institutionnels et réalités pédagogiques. Si les décideurs affichent un enthousiasme affirmé pour l'anglais, les enseignants se montrent plus prudents et insistent sur la nécessité d'une transition graduelle. La réussite de cette réforme dépendra donc de la capacité des institutions à accompagner le changement par des programmes de formation, des ressources bilingues et des dispositifs d'évaluation adaptés.

4. Discussion

Les résultats obtenus confirment que l'Algérie traverse une phase de transition linguistique majeure, où l'anglais s'impose progressivement comme la langue de l'avenir tandis que le français connaît un recul relatif. Toutefois, cette transformation ne se réduit pas à un simple remplacement. Elle traduit un réaménagement plus complexe des hiérarchies linguistiques, porté par des dynamiques institutionnelles, symboliques et sociales. La discussion s'organise autour de trois axes : la dimension politique et institutionnelle, la recomposition des statuts de prestige et enfin les représentations sociales des acteurs universitaires.

4.1 Une réforme d'abord politique

L'adhésion massive des décideurs à l'introduction de l'anglais reflète l'orientation politique actuelle du pays. Pour les autorités, la généralisation de l'anglais répond à un double objectif : renforcer la visibilité internationale de l'université algérienne et s'éloigner du legs colonial représenté par le français. Comme le rappelle Tihal (2025), « l'introduction de l'anglais dès le primaire illustre une volonté de repositionner l'Algérie dans un espace éducatif globalisé » (p. 7). Dans ce contexte, la décision d'imposer l'anglais à l'université apparaît autant comme un choix stratégique qu'idéologique.

Cependant, l'écart constaté entre les décideurs (86 % favorables) et les enseignants (65 %) montre que la réforme est portée davantage « par le haut » que « par le bas ». Autrement dit, l'anglais est promu comme une injonction politique avant d'être vécu comme une nécessité pédagogique. Ce décalage n'est pas anodin : il révèle une tension entre l'ambition institutionnelle et la capacité réelle des enseignants à mettre en œuvre la réforme.

4.2 Un déplacement du prestige linguistique

La montée de l'anglais traduit aussi un changement profond dans les hiérarchies symboliques. Pendant des décennies, le français a incarné la langue du savoir, de la réussite sociale et de l'ouverture au monde. Comme l'a montré Bourdieu, « la maîtrise d'une langue légitime constitue un capital symbolique et social » (1982, p. 67). Ce capital a longtemps été associé au français dans le contexte algérien.

Or, les résultats de l'enquête indiquent que ce rôle est désormais de plus en plus dévolu à l'anglais. Les enseignants comme les décideurs reconnaissent que l'accès aux réseaux scientifiques internationaux et aux publications de référence ne peut se faire qu'à travers l'anglais. Van Parijs (2011) rappelle que « l'anglais est devenu l'unique langue d'accès à la majorité des savoirs contemporains » (p. 40), et les discours recueillis lors des entretiens confirment cette réalité.

Cela ne signifie pas pour autant la disparition du français. Dans plusieurs disciplines, notamment la médecine et les sciences humaines, il conserve une utilité pratique et un poids identitaire. Les enseignants interrogés le décrivent comme une ressource encore indispensable pour la formation des étudiants. Mais son statut évolue : d'une langue de prestige dominant, il tend à devenir une langue de transition, voire une langue patrimoniale. L'anglais occupe désormais la place de langue d'avenir, tandis que le français est relégué à un rôle complémentaire.

4.3 Représentations sociales : entre enthousiasme et inquiétude

Les représentations recueillies révèlent un imaginaire contrasté. D'un côté, l'anglais est perçu comme une langue de modernité, associée à l'innovation, aux technologies et aux opportunités professionnelles. Djebaili (2023) note que « les étudiants perçoivent l'anglais comme la langue du futur » (p. 1243), et nos données confirment que les enseignants partagent en grande partie cette perception. Pour beaucoup, l'université ne fait qu'accompagner une évolution déjà amorcée dans la société, où l'anglais circule massivement via les médias et Internet.

D'un autre côté, cette vision enthousiaste s'accompagne de craintes concrètes. Plus de la moitié des enseignants interrogés reconnaissent ne pas être préparés à enseigner en anglais. Ils redoutent une perte de précision et de clarté dans la transmission des connaissances, ce qui pourrait affecter la qualité de l'enseignement. Cette insécurité linguistique rejoint l'idée de « fracture pédagogique » : si la réforme avance trop vite, elle risque de créer un écart entre les ambitions institutionnelles et la réalité des pratiques de classe. Par ailleurs, les représentations du français restent marquées par une forte charge symbolique. Il continue d'incarner un patrimoine intellectuel et culturel, mais il est aussi perçu comme un vestige du colonialisme. Taleb (2019) souligne cette ambivalence : le français est « à la fois un outil de transmission des savoirs et un héritage encombrant » (p. 83). Nos résultats montrent que cette perception partagée influence directement la manière dont enseignants et décideurs envisagent son avenir : certains plaident pour son maintien dans un modèle plurilingue, d'autres estiment qu'il est voué à disparaître.

4.4 La préférence pour le plurilinguisme

Un résultat saillant de l'enquête est la forte proportion de répondants (61 %) qui plaident pour un modèle plurilingue combinant anglais, français et arabe. Cette position traduit une volonté d'équilibre : intégrer l'anglais pour garantir l'ouverture internationale, préserver le français pour maintenir la continuité pédagogique et culturelle, et valoriser l'arabe comme langue de l'identité nationale.

Cette préférence rejoint les travaux de Gajo (2013), pour qui « le plurilinguisme constitue une compétence stratégique dans un monde académique globalisé » (p. 55). Elle témoigne d'une conception pragmatique où les langues ne sont pas envisagées dans une logique de substitution, mais dans une perspective de complémentarité fonctionnelle.

Les entretiens confirment cette orientation. De nombreux enseignants expliquent qu'ils utilisent déjà une pédagogie plurilingue : supports de cours en anglais, explications orales en français, échanges informels en arabe dialectal. Loin d'être un obstacle, cette alternance leur permet d'adapter leur discours aux besoins des étudiants. La réforme pourrait donc s'appuyer sur ces pratiques hybrides déjà existantes, plutôt que d'imposer une rupture brutale.

4.5 Risques et défis de la transition

Si la transition vers l'anglais semble inéluctable, plusieurs défis doivent être relevés pour éviter ses effets négatifs. Le premier est la formation des enseignants. Beaucoup déclarent ne pas avoir les compétences



linguistiques nécessaires pour dispenser leurs cours en anglais, ce qui crée une insécurité professionnelle. Sans un programme massif de formation continue, la qualité de l'enseignement risque d'être compromise. Le second défi concerne les inégalités entre étudiants. Tous n'ont pas les mêmes ressources pour apprendre l'anglais en dehors du cadre académique. Les étudiants issus de milieux défavorisés risquent d'être marginalisés dans une université qui basculerait trop rapidement vers l'anglais. Le plurilinguisme apparaît ici comme une stratégie inclusive, permettant de maintenir des passerelles pédagogiques. Enfin, un troisième défi réside dans la gestion identitaire de la réforme. La transition linguistique ne peut ignorer la dimension symbolique des langues en Algérie. Une approche qui viserait à effacer brutalement le français au profit de l'anglais pourrait être perçue comme une perte de mémoire collective. La réussite de la réforme suppose donc de concilier les impératifs de modernité et les ancrages historiques et culturels.

4.6 Vers une recomposition équilibrée

En définitive, la discussion des résultats met en évidence que la situation algérienne ne se résume pas à une compétition binaire entre français et anglais. Elle s'inscrit dans un contexte plurilingue où chaque langue conserve une fonction spécifique : l'arabe comme langue identitaire, le tamazight comme langue nationale et culturelle, le français comme langue patrimoniale et académique, et l'anglais comme langue scientifique et internationale.

La véritable question n'est donc pas de savoir si le français sera remplacé par l'anglais, mais comment ces langues pourront coexister dans un équilibre renouvelé. Les acteurs universitaires, dans leur majorité, plaident pour un modèle de complémentarité et de transition graduelle. Ce choix pragmatique reflète la conscience que l'avenir linguistique de l'Algérie se joue autant dans la salle de classe que dans les orientations politiques.

Conclusion:

L'étude que nous avons menée met en lumière une transformation profonde du paysage linguistique algérien, marquée par l'essor de l'anglais et la redéfinition du rôle du français dans l'enseignement supérieur. À travers l'analyse des politiques éducatives, des représentations sociales et des données recueillies auprès d'enseignants et de décideurs, il apparaît que l'Algérie vit une période charnière où se joue la recomposition des hiérarchies linguistiques.

Les résultats quantitatifs montrent que l'anglais bénéficie d'un soutien massif, en particulier chez les décideurs qui voient en lui un instrument d'internationalisation et de modernisation. Pour beaucoup, cette langue représente un capital scientifique et technologique indispensable, garantissant l'intégration dans les réseaux académiques mondiaux. Cette perception conforte l'idée largement admise selon laquelle l'anglais s'est imposé comme lingua franca de la recherche et de la communication internationale.

Cependant, les données révèlent également des réserves importantes, surtout chez les enseignants. Loin d'être une opposition de principe, ces inquiétudes expriment des contraintes concrètes : manque de formation linguistique, absence de ressources pédagogiques adaptées, risques d'inégalités entre étudiants. L'enthousiasme affiché pour l'anglais s'accompagne ainsi d'une crainte de fragiliser la qualité de l'enseignement si la transition se fait de manière précipitée. Cette tension souligne l'importance de distinguer entre la légitimité d'un objectif politique et la faisabilité de sa mise en œuvre dans les pratiques universitaires. Le français, pour sa part, conserve une valeur symbolique et pratique. Il reste profondément enraciné dans de nombreuses disciplines, notamment la médecine, les sciences humaines et les lettres, où il continue d'assurer la transmission des savoirs et l'accès à des ressources scientifiques abondantes. Mais son statut évolue : d'outil de modernisation, il devient une langue patrimoniale, perçue comme complémentaire plutôt que centrale. Les projections recueillies auprès des répondants confirment que si le français est appelé à reculer, il ne disparaîtra pas. Il conservera des niches d'usage et une importance culturelle, même si l'anglais occupera la position dominante dans le champ scientifique.



Un point essentiel de cette recherche est la préférence exprimée pour un modèle plurilingue. La majorité des participants considèrent que la réussite de la réforme ne peut passer que par une articulation harmonieuse entre plusieurs langues. Loin d'opposer français et anglais, ils envisagent une répartition fonctionnelle où chaque langue jouerait un rôle spécifique : l'anglais pour l'accès au savoir scientifique global, le français pour la continuité pédagogique et culturelle, l'arabe et le tamazight pour l'ancrage identitaire. Ce modèle traduit une vision pragmatique et réaliste, qui rejoint les approches contemporaines valorisant le plurilinguisme comme ressource et non comme obstacle.

À partir de ces constats, plusieurs recommandations peuvent être formulées. La première concerne la formation des enseignants, condition sine qua non pour que l'anglais puisse réellement s'implanter dans l'université. Des programmes de formation continue, des ateliers linguistiques et des partenariats internationaux sont nécessaires pour renforcer leurs compétences et réduire l'insécurité linguistique. La deuxième recommandation porte sur la production de ressources pédagogiques bilingues et adaptées, afin d'éviter une rupture brutale qui désavantagerait une partie des étudiants. La troisième invite à une planification progressive, tenant compte des rythmes d'apprentissage et des disparités sociales, pour que la transition linguistique reste inclusive.

Enfin, la réflexion sur les langues en Algérie ne peut être dissociée de la question identitaire. Les langues ne sont pas de simples outils de communication ; elles véhiculent des mémoires, des imaginaires et des appartenances. La réussite de la réforme dépendra donc de la capacité à concilier modernité et continuité, ouverture internationale et enracinement culturel. En ce sens, le plurilinguisme apparaît comme une solution équilibrée, capable d'assurer à la fois l'intégration académique mondiale et la préservation des héritages locaux.

En conclusion, l'Algérie n'est pas en train de remplacer une langue par une autre, mais de redessiner les contours de son espace linguistique. L'anglais s'impose comme langue de l'avenir scientifique, tandis que le français conserve une valeur patrimoniale et pédagogique. L'arabe et le tamazight rappellent, quant à eux, la profondeur identitaire et culturelle du pays. L'université algérienne, au cœur de ces tensions et de ces recompositions, a l'opportunité de devenir un laboratoire de plurilinguisme, où la diversité linguistique serait non pas une contrainte, mais une richesse.

Sources et références

- Belaidouni, Z. (2025). *English and French in Contemporary Sociolinguistic Perception*. Language Art, 10(1), 45-62. Récupéré de <https://www.languageart.ir/index.php/LA/article/view/466>
- Benhamlaoui, M., & Benzadri, Z. (2024). *Attitudes of Algerian University Teachers and Students Towards English as a Medium of Instruction: A Comparative Analysis with Arabic and French*. ResearchGate. <https://www.researchgate.net/publication/381106189>
- Benrabah, M. (2014). *Language Conflict in Algeria: From Colonialism to Post-Independence*. Multilingual Matters.
- Bourdieu, P. (1982). *Ce que parler veut dire*. Paris : Fayard.
- Calvet, L.-J. (2002). *Le marché aux langues : Les effets linguistiques de la mondialisation*. Paris : Plon.
- Carnegie Endowment. (2023, 11 juillet). *The Politics of Language in Algerian Education*. Carnegie Endowment for International Peace. <https://carnegieendowment.org/sada/2023/07/the-politics-of-language-in-algerian-education>
- Djebaili, M. (2023). Students' perceptions of English as a language of the future in Algeria. *International Journal of Applied Linguistics & English Literature*, 12(4), 1239-1246.



- Gajo, L. (2013). *Enseignement et apprentissage en contexte plurilingue*. Paris : Didier.
- Ghouali, K. (2024). *Englishisation of Algerian Higher Education through EMI — Expectations versus Reality*. Aleph, 21(1). <https://aleph.edinum.org/13133>
- Jodelet, D. (1989). *Les représentations sociales*. Paris : PUF.
- Laroussi, F. (2010). *Le français en Algérie : langues et identités*. Paris : L'Harmattan.
- Marchadour, J., & Blanchet, P. (2022). Le français dans l'enseignement supérieur algérien : entre héritage et repositionnement. *Synergies Algérie*, 15, 301-318.
- Moscovici, S. (1961). *La psychanalyse, son image et son public*. Paris : PUF.
- Sebaa, R. (2002). *Langues et sociétés en Algérie*. Alger : ENAG.
- Taleb Ibrahim, K. (2015). *Les Algériens et leurs langues*. Alger : Barzakh.
- Taleb, K. (2019). La francophonie en Algérie : entre atout et héritage. *Revue algérienne des sciences du langage*, 6(2), 75-90.
- Tihal, W. (2025). The Shift from French to English in Algeria: A Welcome Change or a Controversial Move? *English Language and Literature Research*, 11(1), 1-12. <https://www.macrothink.org/journal/index.php/elr/article/view/22800>
- Touahmia, S., & Bakar, A. (2024). *Attitudes of Algerian EMI and non-EMI Lecturers and Students towards English as a Medium of Instruction*. ERIC. <https://files.eric.ed.gov/fulltext/EJ1434626.pdf>
- Van Parijs, P. (2011). *Linguistic Justice for Europe and for the World*. Oxford : Oxford University Press.